



ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES



@apses.bsky.social



AssoProfSES

WWW.APSES.ORG



Lille, le 05 octobre 2026

Communiqué de presse

Face au mépris, face à la répression, l'APSES aux côtés du mouvement lycéen !

Depuis plusieurs jours, de nombreux lycéen·nes et étudiant·es manifestent leurs préoccupations devant leurs établissements en portant des revendications légitimes : manque de moyens et manque de professeur·es pour étudier dans des conditions dignes, creusement des inégalités entre les établissements.

Qui aurait pu prédire ?

Depuis 2019, l'APSES alerte sur les effets de la réforme Blanquer du lycée qui a indéniablement contribué à maltraiter les élèves dans un système scolaire devenu toujours plus concurrentiel, individualiste et inégalitaire. L'éclatement du groupe classe a fragilisé la cohésion entre les élèves, déstructuré les emplois du temps et rendu plus difficile le travail des enseignant·es dans l'accompagnement des élèves et la construction de leur projet d'orientation.

Parcoursup apparaît comme l'instrument du tri social dans l'accès aux études supérieures, ce qui génère incertitudes et stress chez nos élèves et leur famille, face à un avenir de plus en plus incertain. À cela s'ajoutent des effectifs souvent trop élevés, l'insuffisance des dédoublements et le manque de dispositifs d'accompagnement personnalisé.

Ces difficultés, que l'APSES n'a cessé de dénoncer, sont aussi le résultat d'un manque de moyens qui dégrade à la fois les conditions de travail des enseignant·es et les conditions d'apprentissage de nos élèves.

La nécessité d'une réponse politique

Au beau milieu de la Semaine de la Démocratie scolaire, instaurée « afin de valoriser et promouvoir [l']engagement citoyen »¹, la réponse répressive et sécuritaire aux revendications légitimes que portent les lycéen·nes contribue à renforcer la colère. Nous attendons une réponse politique de la part du Ministère de l'Éducation et non du Ministère de l'Intérieur, à la hauteur de la promesse d'émancipation portée par l'institution scolaire.

En effet, comment apprendre à nos élèves à être de futur·es citoyen·nes en leur inculquant les notions d'État de droit ou encore la légitimité de l'engagement politique et démocratique quand ces mêmes élèves, lorsqu'elles et ils se mobilisent, subissent une violence répressive, des fermetures d'établissement et des cours en distanciel à marche forcée qui méprisent leur droit à agir collectivement pour être entendu·es ? Les lycées doivent rester ouverts, les lycéen·nes doivent être écouté·es.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'APSES se joint à l'appel de l'intersyndicale à se mobiliser aux côtés des lycéen·nes, y compris par la grève, lors de la journée du 6 octobre.

¹ <https://www.education.gouv.fr/la-semaine-de-la-democratie-scolaire-465840>